

ROBOCOP 21

UN TRISTE MARIAGE

« Mais l'impuissance où l'on se trouve à un moment donné, impuissance qui ne doit jamais être regardée comme définitive, ne peut dispenser de rester fidèle à soi-même, ni excuser la capitulation devant l'ennemi, quelque masque qu'il prenne. Et, sous tous les noms dont il peut se parer, fascisme, démocratie ou dictature du prolétariat, l'ennemi capital reste l'appareil administratif, policier et militaire [...] qui se dit notre défenseur et fait de nous ses esclaves. »

Simone Weil, *Réflexions sur la guerre*

A qui profite le crime ? Les fusillades perpétrées vendredi 13 novembre auront permis à la conférence de Paris sur le climat de se tenir dans le calme de l'urgence. La COP 21 s'annonce comme une opération de communication majeure, et c'est une aubaine pour le gouvernement de pouvoir annihiler, sous prétexte sécuritaire, toute voix qui tenterait de s'élever contre sa double hypocrisie. Il affirme vouloir combattre le fondamentalisme islamiste, mais il soutient et arme le régime saoudien, financeur de réseaux djihadistes. De même, à mesure que la croisade pour la croissance pousse à des excès toujours plus destructeurs dans tous les recoins du monde, la propagande sur la « transition » et le verdissement du développement industriel se fait plus tapageuse. Gestion écologique et Etat d'urgence convolent aujourd'hui en justes noces, triste mariage de la survie et de la peur.

Nos vies et nos territoires sont le théâtre quotidien des contradictions de l'écologie technocratique de l'Etat, des multinationales et des bureaucraties environnementalistes (c'est-à-dire des promoteurs de la COP 21) : pics de pollution spectaculaires dans les grandes villes ; multiplication des fermes-usines dans les campagnes ; avancée implacable de l'asphalte et du béton sur les terres arables ou les forêts, pour installer de nouveaux parkings, centres commerciaux et lotissements ; extension des lignes à très haute tension et des fermes d'éoliennes industrielles. L'organisation de la COP 21 vise évidemment à tenter de camoufler tout cela par un rideau de fumée médiatique. Son plus grand intérêt, pour les milieux dirigeants, réside dans la réduction du problème écologique à une seule dimension, la lutte contre les-gaz-à-effets-de-serre-qui-réchauffent-le-climat, alors que la destruction de notre milieu de vie par l'activité économique est un phénomène multidimensionnel. La focalisation sur le dioxyde de carbone détourne l'attention du nucléaire, technologie polluante et meurtrière s'il en est. Quant au mot d'ordre « Sauvons le climat », il jette un voile pudique sur les pollutions et les prédatons considérables générées par les projets industriels tous azimuts visant à équiper chaque être humain de *smartphones*, écrans de toutes tailles et autres objets intelligents. Un des succès les plus remarquables du capitalisme des années 2000 est en effet d'avoir nimbé les Technologies de l'Information et de la Communication d'une aura d'écologie et de durabilité, quand c'est leur prolifération tentaculaire qui est en train de devenir le levier majeur de la dévastation du monde.

En ce qui concerne la « guerre contre le terrorisme », la France suit la même trajectoire que les Etats-Unis en 2001. Guantanamo, *Patriot Act*, bombardements massifs en Afghanistan ou en Iraq. Loi sur le Renseignement, centres de déradicalisation, bombardements en Syrie. Stratégies aussi désastreuses pour désamorcer le terrorisme qu'efficaces pour vendre des armes et étendre le contrôle sur les populations, réduites à manifester leur impuissance collective par des mobilisations virtuelles. Mais les attentats islamistes continuent, et l'état d'urgence permet de déplacer le conflit en divisant les habitants : ceux qui se calfeutrent chez eux et se félicitent du déploiement massif de l'armée dans nos villes et ceux qui n'entendent se laisser terroriser ni par l'Etat islamique, ni par l'Etat policier. Il permet surtout d'intensifier la répression des mobilisations réelles contre la dévastation de notre monde.

Les fondamentalistes économiques qui nous gouvernent n'ont pas hésité, eux non plus, à sortir leur kalachnikov. A chaque fois que des oppositions obstinées et sans concession ont vu le jour contre la construction de lignes THT en Normandie (2012), contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (2012 également), et contre le barrage de Sivens (2014), l'Etat français n'a pas sourcillé : il a écrasé par tous les moyens possibles ces contestations, qui mettent à nu le mensonge sur lequel repose leur écologie ornementale. En automne 2014 à Sivens, après les arbres, il a abattu un homme. C'est à l'aune de cette répression brutale qu'il faut juger les appels à s'approprier les objectifs de la « COP 21 », lancés par le pouvoir à la société civile. C'est à l'aune de cette guerre déclarée aux Zones à Défendre (ZAD) qu'il faut juger les préoccupations écologiques des élites politiques et économiques. Tous ceux qui ne se laissent pas conter que croissance et préservation du milieu naturel seraient compatibles seront partout reçus à la matraque et à la grenade. Face aux 132 morts que Paris vient d'enterrer et que le gouvernement pleure hypocritement, c'est aussi à l'aune de cette violence d'Etat, et du soin qui est mis à faire passer les véritables opposants écologistes pour des terroristes, qu'il faut recevoir les discours des autorités sur la sécurité, la liberté et l'unité. Les nihilistes de la croissance et les nihilistes islamiques constituent les deux faces d'une même fausse monnaie : celle de l'être humain dépossédé de toute maîtrise sur sa vie, condamné à défendre son mode de vie désincarné ou à massacrer ceux qui l'incarnent.

S'il est censé être une réponse à la menace terroriste incarnée par l'islamisme radical, l'état d'urgence sert désormais à réduire au silence tous les individus et groupes susceptibles de troubler la communication du gouvernement. C'est certainement pour préserver l'ordre public qu'un couple de maraîchers bio vivant avec leur petite fille ont subi pendant plusieurs heures une perquisition en Dordogne. C'est pour nous protéger de l'imminence de la menace terroriste que des journalistes travaillant dans des gazettes comme *Le Canard Enchaîné* ou la revue *Z* ont été perquisitionnés. C'est pour nous sauver des djihadistes verts que des militants réclamant le désarmement de la police sont assignés à résidence durant toute la durée de la COP 21. Neutraliser celles et ceux qui nous nourrissent sainement, qui travaillent à une presse libre et indépendante et dénoncent le complexe militaro-industriel, telle est la politique du gouvernement.

Ce n'est pas d'unité nationale et républicaine dont nous avons besoin, mais d'union populaire contre le front unifié des *banksters*, des marchands de pétrole et des politiciens. Le 12 décembre, retrouvons-nous dans les rues de Toulouse pour dénoncer la double imposture sécuritaire et écologiste du gouvernement.

le 29 novembre 2015
Des radicaux non fanatiques